

Genuine Kopie

POLITISCHE ABTEILUNG I

p.B.15.21.Am.(13). - JE

Bern, 12. April 1990

CK 12 April 90 15
 Schweizerische Botschaft
Washington

Gespräche von Staatssekretär Klaus Jacobi in Washington

Notizen

In der Beilage erhalten Sie zur Komplettierung Ihrer Unterlagen alle 13 Gesprächsnotizen, die während des Aufenthaltes des Staatssekretärs vom 26.-29. März 1990 erstellt worden sind.

Je nach der angesprochenen Thematik haben wir diese Notizen, wie im Wochentelex vom 2. April 1990 angekündigt, sowohl an der Zentrale als auch bei den Ausenposten den direkt Interessierten zugestellt.

Wir benützen nochmals die Gelegenheit, allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Botschaft, die mit dem Besuch in irgendeiner Weise befasst gewesen sind, für ihren Einsatz herzlich zu danken.

Mit freundlichen Grüssen
 POLITISCHE ABTEILUNG I

i.A.


 E. Jenni

Beilagen: 13 Gesprächsnotizen

Kopie mit Beilagen: JAC
 SIN
 JE

CK 12 April 90 15

Entretien entre le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi
et M. Lawrence S. Egelburger, Deputy Secretary of State
Washington, le 29 mars 1990

- SE Jacobi : Castro, que j'ai vu récemment, a manifesté le désir que nous reprenions le mandat des intérêts cubains à Washington. Nous nous emploierons à obtenir confirmation de ce désir, et viendrons le cas échéant vous présenter une requête dans ce sens.
- Nous avons déjà donné une réponse à notre ambassade à Téhéran précisant que M. Sofaer ne constituera pas un interlocuteur en dehors du cadre des négociations sur les avoirs iraniens à La Haye.
- Egelburger : En effet, Sofear ne peut négocier autre chose. Et je ne suis même pas sûr que nous nommions quelqu'un d'autre pour parler d'autre chose.
- JAC : Un envoyé de Rafsanjani nous a confirmé l'intérêt de ce dernier de procéder à des pourparlers discrets sur les otages. Une fois une solution trouvée, Rafsanjani se montre assuré de pouvoir la vendre au public iranien.
- E : Le sujet est très délicat. Je dois encore y réfléchir. Quoi qu'il en soit, nous sommes d'accord de garder une haute confidentialité là-dessus. Par ailleurs, le juge Sofear ne sera plus longtemps en place.
- JAC : Les Iraniens veulent envoyer à la tête de leur section à l'ambassade d'Algérie un expert en Affaires étrangères, familier des Etats-Unis. Le fait qu'il nous ait abordé à ce sujet doit être vu comme un signal de leur part.
- BRE : Une disparité existe depuis longtemps, du fait que vous n'avez pas de section s'occupant de vos intérêts à Téhéran. Eux, en revanche, se trouvent à Washington, et leur représentant se comporte comme un ambassadeur. Or, cette réciprocité serait possible.
- E : La sécurité de nos gens à Téhéran serait bien trop douteuse...
- JAC : Nous sommes prêts à vous aider dans le cas de Fang Li Zhi. Lorsqu'il pourra quitter votre ambassade à Pekin, nous sommes prêts à l'accueillir en Suisse.
- E : L'évolution en Chine est très négative et les choses y sont bien difficiles. Nous apprécions votre offre, qui tombe bien puisque nous songeons nous-mêmes à ne pas le faire venir directement aux Etats-Unis, le moment venu. Gardez donc cette option ouverte.
- JAC : Nous nous sommes lancés résolument dans des actions d'aide en faveur de l'Europe de l'Est. Nos critères d'intervention sont très semblables aux vôtres. Et nous

ne voulons pas donner l'impression que nous négligeons le reste du monde. Il s'agit ici d'une aide d'une forme différente, hors du Nord-Sud, et qui à côté des moyens financiers, comporte une forte composante de formation et d'enseignement.

Une délégation suisse vient de séjourner à Washington pour expliquer notre voeu d'accéder au FMI et à la Banque Mondiale. Le FMI joue un rôle tellement important pour résoudre le problème mondial de la dette, que nous pensons que le public suisse acceptera que nous y entrions. Mais une précondition à cela est que nous obtenions un siège de directeur.

E : Nous envisagerons cela, et j'y suis pour ma part favorable.

JAC : Nous voulons aussi participer à la conférence "Open Skies". Elle est une mesure de confiance, et la densité de la confiance établie entre San Francisco jusqu'à l'Oural doit être partout la même.

Nous partageons votre avis qu'en l'absence d'un accord CFE 1, il ne devrait pas y avoir de sommet CSCE. Si un tel sommet devait avoir lieu, il s'agirait d'en préparer sérieusement la substance. Pour cela nous sommes prêts à accueillir une réunion préparatoire à Genève en septembre.

E : Quelles sont vos vues sur l'emplacement de la Banque européenne de reconstruction et de développement ?

JAC : Notre attitude face à la BERD est liée à la question de notre accession aux institutions de Bretton Woods. L'attitude des uns et des autres face à notre accession au FMI conditionnera notre appui aux solutions présentées pour la BERD. Nous pensons à ce stade que la Communauté ne devrait pas obtenir à la fois la présidence et le siège de la BERD.

E : En ce qui concerne le sommet CSCE, disons que notre enthousiasme est sous contrôle. Mais, en effet, si un sommet devait avoir lieu en 1990, il devrait être bien préparé, et Genève paraît être un endroit adéquat. Avez-vous discuté de tels préparatifs avec Bonn ? Car les Allemands pourraient se dire qu'une telle réunion préparatoire exercerait une influence dont ils ne voudraient pas sur les discussions sur la réunification allemande. En particulier, Moscou pourrait vouloir user de la réunion préparatoire pour ralentir encore l'unification.

BRE : Les Allemands sont favorables à un développement de la CSCE, et, quoi qu'il en soit, avant tout sommet, une préparation est nécessaire.

JAC : Tout système de sécurité européen doit compter sur les Etats-Unis. La CSCE ne peut constituer qu'un parapluie, et non un pilier d'un tel système. Ces piliers doivent demeurer l'OTAN d'une part, et, sans doute, l'Union Soviétique de l'autre.

- E : Je suis heureux de vous l'entendre dire. MM. Bush et Baker partagent l'idée que la CSCE ne peut en aucun cas remplacer l'OTAN, même si cette dernière doit évoluer. Seul l'OTAN permet le maintien de troupes américaines en Europe. Nous avons parlé de ces problèmes avec M. Mazowiecki et Havel. Ils caressent l'idée que le maintien de l'OTAN et des troupes américaines constitueraient une excuse pour le maintien de troupes soviétiques. Nous ne partageons pas ces vues, et il est impératif que nous demeurions engagés en Europe politiquement, économiquement, et militairement.
- JAC : Nous sommes d'accord, et j'ajoute que le Conseil de l'Europe ne peut suffire à régler les questions européennes.
- E : Les structures européennes se modifient. Une série de pays de l'Est se retrouvent ne plus être ni chair ni poisson. Où retrouveront-ils leur place sur le continent ? Certains perdent jusqu'à leurs liens économiques avec l'URSS. La Yougoslavie s'effondre. Même les Autrichiens sont très préoccupés par leur avenir. Ils nous ont clairement dit ne pas s'intéresser principalement à leurs affinités avec les pays de l'Est. Ils se réclament essentiellement de l'Ouest. A long terme, vous posez-vous des questions sur la place des Neutres?
- JAC : L'Espace Economique Européen est une bonne solution pour régler les problèmes des liens entre pays à développement économique comparable. Notre présence au sein de l'EEE évitera que ne se crée une forteresse Europe. Nous n'irons cependant pas jusqu'à une union politique et économique. Lorsque le niveau économique de l'Europe de l'Est aura augmenté, nous verrons à quel groupe ces pays pourront se rattacher.
- E : La Yougoslavie se trouve dans une situation catastrophique. Le Président Slovène Stankovic me disait qu'il n'excluait pas que la Yougoslavie devienne dans 5 ans le Liban de l'Europe. Le leader du mouvement national Croate n'en appelle pas seulement à l'indépendance, mais également aux ajustements de frontières. Markovich fait ce qu'il peut, mais l'économie ne s'améliore guère...
- JAC : En effet, et nous ne pouvons toujours pas les admettre au sein de l'AELE.
- E : Bien sûr. Seules des solutions économiques seront à même d'éviter le démembrement de la Yougoslavie. Nous ne pouvons pas accepter qu'elle s'achemine vers un chaos libanais. Mais comment résoudre la crise ? Avec les changements intervenus en Europe de l'Est, tout le monde a oublié la Yougoslavie. Mais c'est bien la faute des Yougoslaves s'ils ne se sont pas ouverts à plus de libéralisme.
- JAC : Quelle est votre appréciation de la crise lituanienne ?

- E : J'ai bien peur que M. Gorbatchev, quoi qu'il fasse, ne puisse gagner. Il ne peut accepter l'indépendance lituanienne. Mais il ne peut bloquer le processus d'indépendance sans employer la manière forte. La voie raisonnable serait bien sûr que des discussions soient entamées. Nous essayons pour notre part d'être très prudents. Les déclarations de M. Bush indiquent que nous ne voulons pas mettre de l'huile sur le feu. Mais si une répression très brutale a lieu, nous devons bien sûr prendre des mesures. Au moins temporairement, cela fera dérailler la dynamique des relations Etats-Unis-URSS.
- BRE : Et l'évolution des relations entre l'Union Soviétique et l'Europe occidentale aussi.
- E : Nous essayons de garder la marge de manoeuvre nécessaire pour continuer à discuter avec Gorbatchev. Nous voulons maintenir notre politique d'ouverture. Mais nous ne voulons pas lui rendre la vie trop facile non plus. Nous ne voulons pas par exemple lui permettre d'emprunter plus à la BERD que la contribution soviétique. La situation lituanienne rappelle l'expérience de Solidarité au début des années 80. Lors de l'instauration de la loi martiale en Pologne, nous avons très fortement réagi. Et le temps a été bien long, avant que nous puissions à nouveau influencer le cours des événements. Mais, bien sûr, si des chars soviétiques interviennent en Lituanie, nous ne pourrons pas faire autrement que de nous montrer fermes.
- BRE : Nous renouvelons notre invitation au Président Bush à se rendre en Suisse, s'il devait aller en Europe pour un sommet à la fin de l'année.
- E : Je suis de l'avis que par les temps qui courent, nous devons nous mettre à discuter plus intensément avec des pays tels que le vôtre. Seuls de tels contacts peuvent nous sortir de la ronde incessante de la discussion avec Moscou, Bonn, Paris ou Londres. Vous pouvez contribuer à nos réflexions en nous présentant des vues originales, avec une sensibilité que nous ne pourrons pas avoir pour bien des problèmes européens.
- JAC : Je serais très heureux de vous accueillir prochainement à Berne, d'autant plus que jamais un Secrétaire d'Etat américain n'a rendu visite à notre pays, et que la seule visite d'un Secrétaire d'Etat adjoint remonte à très longtemps.

J. De Dardel

102.11 - JE/AG

Washington, den 29. März 1990

Gespräch von
Staatssekretär Klaus Jacobi
mit
Botschafter Robert Blackwill (B),
Senior Adviser to the President und
Senior Director, European and Soviet Affairs,
National Security Council,

Washington, den 27. März 1990

Teilnehmer:

Botschafter Edouard Brunner
Herr Emanuel Jenni

Im Zentrum des Gesprächs stand die Entwicklung in Litauen. B machte dazu folgende Ausführungen:

Vilna sei im Moment zwar ruhig, doch sei die Bevölkerung nach den Verhaftungen von Deserteuren nervös. Man befürchte, dass Gorbatschow (G) entweder den Ausnahmezustand verhängte, die Führung verhafte oder das Parlament schliesse, alles Mittel, die er mit den massiven Truppen leicht ergreifen könne, zusätzlich zu einer völligen Isolierung des Landes und einer Seeblockade zur Verhinderung westlicher Hilfe. Die noch bis am Sonntag vorherrschende Hoffnung auf Verhandlungen habe sich schlagartig verflüchtigt. In Moskau auf der andern Seite seien die Medien zu einem harschen Ton gegenüber Litauen übergegangen, der psychologisch eine Art Terrainvorbereitung für eine militärische Intervention sein könnte. Dazu erfinde Moskau Anschuldigungen wegen antisowjetischer Aktivitäten, um die litauische Führung zu diskreditieren. Im übrigen habe festgestellt werden können, dass die sowjetische Generalität eine sehr harte Linie vertrete, welche eine Sezession Litauens als völlig ausser Diskussion betrachte. G gerate von den Militärs immer mehr unter Druck. Diesen Eindruck brachte der frühere Chairman of the Joint Chiefs of Staff, General Crowe, von kürzlichen Gesprächen mit Vertretern des sowjetischen Generalstabs (Achromejew, Iasow, Moissejew) mit.

Die USA bemühen sich, Litauen nicht zu weiteren Schritten zu ermutigen, indem sie um Verständnis für die Nöte von G wirbt, der die Existenz der Sowjetunion in Frage stelle, wenn er einen Abfall Litauens einfach hinnehme. Allerdings sei die von G verfolgte Taktik nicht durchschaubar. Wird er zur Gewalt greifen? Eigentlich bleibe ihm nichts anderes übrig, als den Druck stetig zu verschärfen. Jedes Stehenbleiben werde Litauen ermutigen weiterzumachen. Ueberrascht sei man in Washington von der EG-Erklärung zu Litauen gewesen, die unter Berufung auf das KSZE-Prinzip der Nichtanwendung von Gewalt unter Staaten Litauen implizit Eigenstaatlichkeit zuerkennt.

Auch innenpolitisch sehe die Administration bezüglich Litauen unruhigen Zeiten entgegen. Es wird schwierig sein, den Kongress weiterhin davon abzuhalten, pro-litauische Resolutionen zu ver-

abschieden, welche von drei Gruppen getragen würden: Exillitauer, Rechtsrepublikaner (Helms) und Linksdemokraten (Solarz). Die Unruhe unter den Exillitauern greife zudem auf andere Exilosteuropäer (12 Mio. Polen in den USA) über, welche Gewaltanwendung auch in ihren Heimatländern befürchten.

B bezeichnet die weitere Entwicklung in Litauen als für die Beziehungen USA-UdSSR wegweisend. Gewaltanwendung stelle alles in den letzten Jahren Erreichte in Frage, und man stelle sich schon jetzt auf die Kritik ein, dass Washington zu wenig getan habe, ein allenfalls zweites "Tienanmen" zu verhindern. Jedenfalls sei G privat und sehr eindringlich vor Schritten gewarnt worden, die die Fortschritte in den verschiedenen Gebieten zunichte machen. Auch die gesamte Entwicklung in den Bereichen Abrüstungsverhandlungen, START und KSZE wie im Bilateralen (Gipfeltreffen) hänge vom Ausgang der weiteren Geschehnisse in Litauen ab. Alles sei heute im Fluss, die Entwicklung nicht vorhersehbar, vor allem da G sich zur Ueberraschung einiger Beobachter in Washington verhärtete.

Weitere Gesprächsthemen betrafen Abrüstungs- und KSZE-Fragen sowie die deutsche Frage. Die USA wollen am Gipfel Bush-Gorbatschow im Juni das CFE-Abkommen soweit bereinigen, dass bis zum Herbst ein endgültiger Text ausgearbeitet werden kann. Drei Gründe drängen die USA zu einem Abschluss: die angestrebte Kräftesymmetrie, die Unsicherheit darüber, wie lange G noch flexibel genug sei, einen Text zu unterschreiben, und die Aussicht, dass ein erfolgreicher Gipfel G in seiner Haltung in bezug auf die Bündniszugehörigkeit eines vereinigten Deutschland etwas in Richtung der Auffassung der USA (NATO-Mitgliedschaft Deutschlands) erweichen könnte. In bezug auf eine Institutionalisierung der KSZE habe man in Washington noch nicht sehr weit gedacht. Die von schweizerischer Seite im Gespräch entwickelte Idee einer "Dezentralisierung" der KSZE (Einrichtung fachspezifischer Sekretariate wie z.B. friedliche Streiterledigung, vertrauensbildende Massnahmen, die je einem bestimmten Land zugewiesen würden), was das System etwas weniger schwerfällig machte, nimmt B mit Interesse zur Kenntnis.

Zur deutschen Frage im Zusammenhang mit den Gesprächen 2 + 4 erklärt B, er würde sich nicht wundern, wenn die Sowjetunion auch substantielle Fragen in die Diskussion einbringen würde, wie z.B. die Zukunft Deutschlands überhaupt, die Zukunft der Bundeswehr, die Nuklearwaffen auf deutschem Boden. Die USA würde sich dagegen wehren, dass Deutschland neue Restriktionen auferlegt würden, und setzten alles daran, die Sowjetunion davon zu überzeugen, dass eine NATO-Mitgliedschaft eines vereinigten Deutschland im Interesse Gesamteuropas liege. Bereits hätten sich ja die Tschechoslowakei, Ungarn und Polen in diesem Sinne geäußert.

Entretien entre le Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi
et M. Robert Kimmitt, under-Secretary for Political Affairs
Washington, le 29 mars 1990

- M. Kimmitt : Iran : Mossavi nous a approché pour savoir si M. Sofaer, qui se trouve à La Haye dans le cadre des négociations sur les avoirs iraniens bloqués, pourrait également servir de négociateur dans l'affaire des otages. Notre réponse est que M. Sofaer a à s'occuper des aspects techniques et non politiques de l'affaire. Nous sommes cependant prêts à discuter avec les Iraniens dès qu'ils y consentiront. En revanche, ceci ne devrait pas avoir lieu à La Haye, car nous ne voulons pas que le lien puisse être établi que nous négocions les avoirs iraniens contre les otages. Il s'agira également d'avoir à l'avance des indications sur le contenu de tels entretiens.
- JAC : Notre ambassadeur à Téhéran a un rendez-vous demain avec Mossavi. Il transmettra votre réponse et nous vous confirmerons le résultat de ces entretiens.
- BRE : Objecteriez-vous à ce que le négociateur iranien qui traite avec M. Sofear traite également avec une autre personne que vous désigneriez ?
- K : Nous devons vérifier cela avec le Secrétaire d'Etat Baker. Nous ne rejetons pas cette possibilité, mais elle pourrait créer des difficultés. Eftekhar a jusqu'ici été un bon interlocuteur dans la question des avoirs bloqués. Nous sommes prêts à avancer dans ces discussions là, si elles peuvent servir à améliorer les relations globales, mais nous ne voulons pas donner l'impression d'un marché sur les otages.
- JAC : Rafsanjani pense actuellement pouvoir garder le contrôle de la situation iranienne. Il a aussi exprimé son intérêt à ce que de telles discussions officieuses soient gardées tout à fait confidentielles.
- K : Rafsanjani est en train de consolider sa position, mais ne l'a pas encore totalement consolidée.
Nous tenons à vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour les Etats-Unis depuis dix ans en Iran.
- JAC : Les Iraniens veulent changer leur représentant auprès de l'ambassade d'Algérie à Washington. Ils nous ont approchés pour que nous vous sondions à ce sujet.
- K : Ils voudraient le remplacer par un membre du Ministère des Affaires étrangères iranien. Considérez-vous ceci comme un signal qu'ils voudraient nous faire passer ?
- JAC : Oui, en effet. Le candidat au poste a étudié aux Etats-Unis où il a résidé plus de 5 ans, et il travaille comme

expert au MAE depuis 2 ans déjà. Ils n'ont pas, pour le nommer, besoin d'un agrément, et le fait qu'ils sollicitent notre entremise dans cette affaire nous paraît bien être un signal.

K : Seraient-ils prêts, à votre avis, à nous accorder la réciprocité en cette matière ?

JAC : Ils n'auraient très probablement pas d'objection à formuler à ce que vous déléguiez un diplomate américain auprès de notre ambassade à Téhéran.

JAC : Cuba : J'ai discuté avec Castro lors de mon voyage en Amérique du Sud. Il m'a dit en riant qu'il serait très heureux si nous pouvions nous occuper des intérêts cubains aux Etats-Unis. Les Cubains ne sont manifestement pas très contents des changements intervenus en Tchécoslovaquie. J'ai demandé à notre ambassade à La Havane d'obtenir une confirmation de ce désir cubain. Si cette demande devait être renouvelée, nous viendrions vous présenter une requête à ce sujet. Ce ne serait pas la première fois que nous aurions des mandats parallèles, tels les intérêts iraniens et sud-africains, ainsi que de nombreux mandats pendant la deuxième guerre mondiale.

K : Nous étudierons la question si elle devait se présenter. Castro est isolé non seulement dans le monde, mais aussi dans cet hémisphère. Le moment est venu pour Cuba de s'ouvrir. Les Soviétiques ont fait entendre qu'il était du ressort des Etats-Unis et de Cuba d'améliorer leurs relations bilatérales. Le Président Bush a clairement déclaré que nous n'excluons pas une amélioration de nos relations avec quelque pays que ce soit. Castro réduit la présence de ses troupes en Angola, au Mozambique et ailleurs encore. C'est positif, mais il lui reste encore à prendre des mesures pour cesser d'encourager le trafic de la drogue, et pour libéraliser son pays. Notre plus grande préoccupation actuellement va à la continuation de l'approvisionnement en armes du FMLN au Salvador, alors même que des changements remarquables ont eu lieu au Nicaragua. Castro devrait se mettre à jouer un rôle plus positif en Amérique Centrale. Mais s'il continue de s'habiller en treillis militaire, c'est qu'il se voit encore en tant que combattant.

JAC : Voudriez-vous que nous le sondions dans ce sens ?

K : Pas pour l'instant. Nous nous concentrons sur l'évolution au Nicaragua. Mais dès le mois de mai, nous reprendrons sans doute cette question.

Aide à l'Amérique Centrale : Nous espérons que les pays européens qui ont tellement soutenu le Nicaragua des Sandinistes, continueront à apporter leur soutien au Nicaragua démocratique. Pour notre part, nous participons à l'aide à l'Europe de l'Est non pas seulement sur des critères économiques, mais bien pour favoriser la démocratie. Notre action au sein du groupe des 24 est au

service d'un idéal. Nous voudrions que vous serviez aussi cet idéal en Amérique Centrale. Nous savons que le revenu par habitant du Panama vous pose des problèmes pour lui accorder de l'aide au développement. Il est néanmoins important de venir consolider les démocraties naissantes dans de tels pays.

JAC : Nos actions en Europe de l'Est se placent dans le cadre Est-Ouest, et ne ressortissent pas au Nord-Sud. Le problème du Nicaragua se place aussi dans un cadre Est-Ouest, plutôt que Nord-Sud. Nous aurons en effet à étudier les moyens de soutenir l'instauration d'institutions démocratiques dans ce pays. Notre coopération au développement a du reste déjà permis un soutien à la Commission des Droits de l'Homme de l'OAS. Il est vrai que le problème est différent avec le Panama. Cependant, l'appui d'organisations non-gouvernementales d'entraide peut s'y développer.

K : Nous voulons aider à l'instauration d'économies de marché en Amérique Centrale. Nous avons aussi des programmes pour développer les institutions juridiques de ces pays. Il s'agit aussi de ne pas oublier les démocraties plus anciennes, telles le Costa Rica.

JAC : Les progrès de la démocratie en Amérique du Sud sont très encourageants. Les événements d'Europe de l'Est ont amené l'Amérique latine à réaliser qu'il lui fallait évoluer pour ne pas se trouver isolée. Mes conversations avec les Présidents Menem et Collor m'ont convaincu qu'ils sont déterminés à prendre des mesures économiques très sévères. Collor devra probablement alléger son programme devant le Congrès brésilien, mais il s'est montré habile en présentant d'emblée un programme si dur. L'inflation diminue déjà au Brésil, qui a besoin d'une récession, vu que les liquidités y sont trop abondantes. Il lui faudra ensuite négocier avec le FMI. Le Brésil a cessé le service sur sa dette depuis 6 mois, et a perdu de sa crédibilité sur les marchés financiers. Pour recouvrer cette crédibilité, il lui faudra passer par un arrangement avec le FMI. L'Uruguay m'a également donné une bonne impression, et surtout le Chili. Le nouveau Président n'y a pas déçu les victimes de Pinochet, mais n'est pas non plus animé par des désirs de vengeance. Dès le changement de régime au Chili, nous avons reçu une demande d'exportation d'armes anti-aériennes sophistiquées. Cette demande provient de Pinochet, qui en tant que chef de l'armée, dispose de son propre budget, constitué par 10 % des revenus pétroliers du pays. Nous comptons exiger un certificat de "End-Use", pour que l'armée ne puisse pas agir dans le dos des autorités.

"Open Skies" : Nous voulons pouvoir participer à cette conférence qui constitue une mesure de confiance, car nous ne voudrions pas que des degrés différents soient institués entre mesures de confiance. Nous réitérons cette demande en vue de la conférence de Budapest, car nous voudrions être des parties à l'accord sur "Open Skies" dès le début. Dans nos négociations avec la

Communauté Européenne, nous insistons beaucoup sur notre désir de conserver notre "Treaty Making Power". Il ne peut en aller autrement dans le cadre d'un régime "Open Skies", en matière de survol de notre territoire. Une démarche des 4 Neutres européens sera faite à Washington, sans que nous ne nous prononcions sur les vues des non-alignés.

CSCE : Nous espérons qu'un accord sur les CFE 1 soit atteint. Un sommet des 35 pourrait avoir lieu en novembre. Un rapport intérimaire pourrait être présenté par la conférence CSBM de Vienne, avant que ne soit finalisé un document pour Helsinki 2.

K : Notre priorité est clairement les CFE 1. Les prochaines rencontres ministérielle et présidentielle Baker-Shevardnadze et Bush-Gorbachev se pencheront plus sur les questions de contrôle des armements qu'auparavant. Mais beaucoup de travail reste à faire dans ce domaine.

JAC : Il est prématuré de définir le rôle que devra jouer la CSCE dans un système de sécurité paneuropéen. Nous pensons simplement que la CSCE devrait chapeauter les deux alliances, mais qu'elle ne peut pas les remplacer. Les vues de M. Genscher dans ce contexte vont trop loin à notre goût. Nous sommes plutôt en faveur d'un rôle restreint de la CSCE en matière de sécurité, qui devrait se concentrer sur les mesures de vérification du désarmement et le SRPD. Une certaine institutionalisation serait possible dans ces domaines, et un mandat pourrait même n'être donné qu'à un seul pays, pour éviter des structures internationales trop lourdes. Une tendance se fait jour d'attribuer la composante des droits de l'homme au Conseil de l'Europe. Mais les USA et le Canada n'en font pas partie, pas plus que les pays d'Europe de l'Est à l'heure actuelle.

K : Les droits de l'homme sont devenus partie intégrante des activités de toutes les organisations internationales. Ils ont partout leur place. Il est important d'ajouter la composante des élections dans le concept des droits de l'homme.

JAC : En effet, et l'on doit développer la vérification des élections, de manière semblable à la vérification du désarmement. Ceci peut être développé entre Européens eux-mêmes, sans passer par l'ONU.

Si nous ne sommes pas présents à la conférence "Open Skies" de Budapest, nous ne voudrions pas que l'on y commence à préparer le sommet de la fin de l'année. Nous sommes disposés à accueillir à Genève les 35 délégations de hauts fonctionnaires en septembre, pour préparer la substance du sommet.

BRE : Avant que les 2 + 4, les CFE, et la conférence de Copenhague n'aient lieu ou ne progressent, il serait prématuré de commencer les préparatifs d'un sommet, d'où l'intérêt d'une réunion en septembre.

K : Nous retenons votre argument en ce qui concerne le moment adéquat pour les préparatifs.

Afghanistan : Messieurs Baker et Shevardnadze ont abordé la situation de l'Afghanistan lorsqu'ils se sont vus à Windhoek et en reparleront certainement la semaine prochaine. Nous voudrions assister à une transition pacifique, là comme ailleurs. Il s'agit de sortir les Etats-Unis et l'URSS de leur rôle de pourvoyeurs d'appui militaire. Le point de friction demeure Najibullah. La résistance invoquera toujours sa présence au Gouvernement pour ne pas entamer des négociations. Les Soviétiques rétorquent que des gens comme Ortega et Sun Sen n'ont pas eu à se démettre avant d'être déposés par de nouvelles élections. C'est un argument solide. Mais nous ne sommes pas sûrs de pouvoir faire pression sur la résistance. Nous proposons une solution à trois phases. La résistance devrait d'abord se doter d'un chef crédible. Puis elle se mettrait à négocier avec Kaboul, mais non pas avec Najibullah. Enfin ce dernier pourrait quitter son poste au cours des négociations. A la suite du coup d'état manqué, les Soviétiques devraient être moins sûrs de la position de Najibullah, qui pourrait bien être éliminé par les Afghans eux-mêmes. Les Soviétiques vivent aussi un paradoxe en faisant transiter par le Tadjikistan des vivres à destination de Kaboul, alors que cette province soviétique a faim et se révolte. Les Soviétiques cherchent à se dégager de leur empire, tout en continuant à s'assurer une position de superpuissance. Mais ils n'ont, pour l'instant, pas grand chose d'autre à offrir aux satellites dont ils se retirent que des armes et de l'équipement militaire. Et ils en distribuent de bien trop grandes quantités.

JAC : Nous pensons que les Soviétiques ont deux objectifs : demeurer une super-puissance, et demeurer aussi une puissance européenne. Gorbachev, apparemment, n'aime pas les Asiatiques. C'est une des raisons pour lesquelles il veut garder la Lituanie.

K : Nous voulons certes que la Perestroïka réussisse. Mais nous ne voulons certainement pas rendre les choix de M. Gorbachev plus faciles. S'il continue à exporter pour des milliards de dollars de vivres et d'équipements vers des pays comme l'Afghanistan, ce n'est pas à nous de faciliter la compensation de ce coût. C'est là une attitude que nous gardons en tête lorsque nous envisageons des prêts à l'Union Soviétique.

JAC : Nous partageons entièrement cette vue.

J. de Dardul

Entretien du Secrétaire d'Etat Jacobi
avec M. Reginald Bartholomew, under Secretary for Security
Assistance, Science and Technology
Washington, le 29 mars 1990

SE Jacobi : Vous savez à quel point il est important pour nous de participer à la conférence "Open Skies". Nous considérons ce régime comme une mesure de confiance. Nous regretterions qu'il y ait des degrés de confiance différents dans des zones différentes. Nous ne saurions comment réagir si, bien que nous ne participions pas à "Open Skies", un Etat venait à nous demander des droits de survol.

Bartholomew : Le prix que nous attachons à la qualité de nos relations avec la Suisse est ici hors cause. Nous avons, dans l'affaire "Open Skies", fait considérablement évoluer notre position. Nous sommes désormais d'accord d'inviter les N + N à participer au régime dès que celui-ci sera défini. La question de la participation des N + N aux négociations n'est en revanche pas en discussion chez nous. Le problème ne se pose pas en termes suisses pour nous. La question se pose plutôt de pays tels que Malte, ou Chypre surtout. Les négociations CFE nous ont abondamment démontré les difficultés qu'il y a à discuter entre les seuls 23 déjà. La présence des N + N à Ottawa a bien fonctionné. Nous avons de nombreuses opportunités de nous parler. Et la question de votre participation au régime final est résolue.

JAC : Nous sommes prêts à faire une différence entre les Neutres et les Non-Alignés. Tout comme dans l'EEE, nous voulons participer au "Decision Shaping". Mais nous comprenons les problèmes qui se posent dans le cadre N + N. Or, il y a une différence intrinsèque entre ces deux groupes. Le rôle que nous pouvons jouer activement dans "Open Skies" est un rôle positif, alors que nous admettons que le rôle passif des Non-Alignés pourrait être négatif. Nous comptons du reste faire des démarches semblables auprès d'autres pays participants, pour éviter l'impression d'un simple problème USA-Neutres.

B : Je comprend bien cette attitude que nous approuvons. Notre position de base est la suivante : nous soutenons votre participation au régime, aussitôt que celui-ci entrera en vigueur. Le problème de votre participation à la Conférence se rapporte aux N + N. Beaucoup de parties ont des vues très ambitieuses pour ce traité. Nous sommes ainsi très réticents d'élever la conférence de Budapest à un niveau ministériel. Je ne pourrais pas recommander à M. Baker d'y assister, à moins que nous soyons sûrs qu'un traité "Open Skies" soit prêt à être conclu.

JAC : Si nous trouvons notre place dans cette Conférence, ce sera un bon présage pour notre éventuelle participation aux CFE 2.

B : Nous poussons les CFE 1. Nous continuons à penser que les Soviétiques partagent notre intérêt à ce que ce traité soit bien négocié. La phase finale devrait pouvoir être atteinte cet été. Nous devrions pouvoir avoir un traité au plus tard cet automne. Des problèmes demeurent, en particulier pour ce qui est des avions. Nous avons mis sur la table tous les éléments pertinents de la négociation. Nous sommes prêts à rogner sur les temps d'arrêt entre différents rounds. Mais les Soviétiques ont besoin d'un certain temps entre chaque sessions pour communiquer avec Moscou.

Les intérêts européens des Etat-Unis constituent un des fondements principaux de la politique étrangère américaine. Et les CFE 1 représentent le fondement principal pour tout le reste. Ils codifient un rééquilibrage fondamental des forces, des risques d'attaque, et assure une vérification d'envergure.

JAC : Ce n'est bien sûr que lorsque les CFE 1 seront conclus, que nous pourrons songer à la forme que prendront les CFE 2. Nous demeurons tout à fait ouverts à ce sujet.

B : Il n'est en effet pas nécessaire de se faire des idées trop tôt.

JAC : Les CFE 1 prévoient désormais le maintien de 195'000 hommes de part et d'autre dans la zone centrale. Mais avec les retraits des troupes soviétiques annoncés en Hongrie et en Tchécoslovaquie par exemple, que restera-t-il de cette limite ?

B : Même si les Soviétiques devaient retirer toutes leurs troupes de tous les autres pays, il leur en resteraient suffisamment en Allemagne de l'Est pour que cette limite de 195'000 garde toute sa validité. En matière d'armes chimiques, un grand pas en avant a été accompli à Malte. Nous sommes en principe convenus de parvenir à un accord bilatéral réduisant nos stocks à 20 % de leur taille actuelle. Nous parviendrons certainement à un accord. C'est là un fait encourageant pour les négociations de Genève. Plutôt que de faire dépendre l'entrée en vigueur d'un traité sur les armes chimiques de l'accession d'un grand nombre d'Etats, y compris certains Etats clefs, nous nous montrons prêts à ce qu'il entre en vigueur dès que les Etats-Unis et l'Union Soviétique l'auront ratifié, ainsi peut-être que certains autres automatiquement associés. Le but serait ensuite de parvenir à une élimination totale en l'espace de 10 ans. Ce n'est que si au bout de 8 ans, certains Etats particuliers n'ont pas rejoint le traité, que nous maintiendrions alors 2 % de nos stocks. A défaut, nous serions les otages de certains Etats clefs. De plus, nous avons clairement affirmé que nous cesserions toute production dès l'entrée en vigueur du traité.

- JAC : Les inspections auxquelles nous avons procédé dans notre industrie, nous ont amené à constater à quel point il est difficile de vérifier la production.
- B : Nous l'admettons très franchement, c'est là un grand problème. Tout compte fait, nous nous engagerons pleinement dans un traité en cherchant à faire au mieux pour élever le degré de confiance général, mais l'instrument ne pourra être parfait.
- JAC : Le Président Bush voudrait-il se rendre à Genève pour la signature de ce traité lorsqu'il sera terminé ?
- B : Je me demande même si on arriverait à l'en empêcher. L'ensemble des négociations sur le contrôle des armements sont en train de redéfinir les relations Etats-Unis/Union Soviétique. La Suisse est neutre, mais nous espérons qu'elle pourra comprendre que dans tout avenir prévisible, l'OTAN demeurera un élément fondamental de la sécurité européenne.
- JAC : Certainement. Je l'ai déjà dit à M. Kimmitt : La CSCE ne peut constituer qu'un parapluie, les piliers de ce système de sécurité européen devant demeurer l'OTAN - est peut-être ce qui restera du Pacte de Varsovie. Les Etats-Unis et le Canada font partie du système de sécurité européen. Nous sommes défavorables à un système paneuropéen de sécurité dépendant du Conseil de l'Europe par exemple.
- B : Nous ne voulons pas que l'OTAN soit opposée à un système de sécurité plus large. Un tel système est également nécessaire, en parallèle, pour assurer la place des pays de l'Europe de l'Est. Et d'ailleurs, comment incorporer l'Union Soviétique dans la sécurité européenne de manière positive ? Un système plus large est donc bien nécessaire, à côté du maintien de l'OTAN.
- JAC : J'espère que vous parviendrez à convaincre le Congrès américain de cela.
- B : Il y a toujours une veine isolationniste assez forte aux Etats-Unis. Mais je pense que le Congrès comprendra bien nos intérêts européens. Nous ferons valoir en particulier que les raisons de notre politique de Containment existaient avant que cette politique ne se mette en place. Ces raisons mêmes ne disparaîtront pas avec l'élimination du Containment.

J. de Dardel

102.11 - JE/SE

Washington, den 30. März 1990

Gespräch von
Staatssekretär Klaus Jacobi
mit Ivan Selin,
Undersecretary for Management des Staatsdepartements,

Washington, 27. März 1990

Teilnehmer:

Staatssekretär K. Jacobi

Botschafter E. Brunner

E. Jenni

In einem Tour d'horizon von Verwaltungsfragen, den Selin (S) gerne auch mit dem Nachfolger von Botschafter Manz vertiefen möchte, erläutert S einige Aspekte der Sicherheit der Botschaften. Die USA hätten für jede Vertretung ein spezielles Sicherheitsprogramm ausgearbeitet. Jede Mitarbeiterin und jeder Mitarbeiter erhalten so weit als möglich eine spezielle Ausbildung in den Belangen Sicherheit und "Counterintelligence". Die Botschafter seien verantwortlich für die jederzeitige und sofortige Anpassung an neue Gegebenheiten.

Ein interessanter Gesprächsaspekt betraf die Frage der Abhörung in osteuropäischen Botschaften. Im Gegensatz zu weitherum kursierenden Falschmeinungen, in den osteuropäischen Ländern habe sich seit einiger Zeit alles gewandelt, ist festzustellen, dass zwar die Bevölkerung aus dem Griff des Ueberwachungsstaates entlassen wurde, dass aber die nachrichtendienstliche Ueberwachung der Botschaften in nichts nachgelassen habe. Man geht in Washington davon aus, dass die neuen Regierungen noch keine Kontrolle über diese Aktivitäten ausüben und das Geschäft immer noch von den alten eingefleischten Beamten betrieben werde.

Ein Problem für das Staatsdepartement bilde die Tatsache, dass nur etwa 25 % aller auf den Aussenposten Beschäftigter vom Staatsdepartement kommen. Weitere 25 % stammen von US-AID (der Entwicklungshilfe), der Rest hauptsächlich aus den Militär-, Nachrichten- und Wirtschaftsbereichen.

Interessante Unterschiede zur Schweiz sind im Inspektionswesen festzustellen. Die Inspektionen finden jeweils alle drei Jahre statt, wobei ein Team unter Leitung eines früheren Missionschefs die Vertretung mit Voranmeldung besucht und überprüft, ob die Arbeit, auch die diplomatische, richtig gemacht wurde, und zwar in dem Sinn, ob die jeweils jährlich vorzulegenden Arbeitspläne mit allen zu erreichenden Zielen eingehalten wurden. Der Botschafter ist relativ frei, diese Pläne zu gestalten, nachher muss er sich aber daran halten.

S nahm noch ein kleines bilaterales Problem auf. Bekanntlich gewährt die Schweiz den ausländischen Botschaftsangehörigen mit AT-Status keine Zollbefreiung auf dem Benzin. Ein entsprechendes Begehren der USA um Befreiung ist kürzlich von der Schweiz aus grundsätzlichen Ueberlegungen abgelehnt worden. Die USA haben darauf auch unserem Kanzlei- und Verwaltungspersonal in den USA die Taxfreiheit entzogen. S unterstreicht, dass die USA vor allem in Genf wegen der Konferenzen sehr viel AT-Personal hätten, welches sich beklage. Da es wirklich nur sehr wenige Länder mit dieser unterschiedlichen Regelung AT/CD gebe, wäre eine Flexibilität der Schweiz sehr wünschbar. Die USA wären dankbar um eine Ausnahmeregelung. JAC nahm die Angelegenheit zur erneuten Prüfung entgegen, ohne irgendwelche Versprechungen zu machen.

Entretien du Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi
avec M. John R. Bolton, Assistant Secretary for
International Organisations Affairs
Washington, le 29 mars 1990

M. Bolton : La Suisse a récemment envoyé une unité médicale de 166 personnes en Namibie. C'est votre première participation à une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Vos gens ont fait, nous le savons, un excellent travail. Est-ce que ceci annonce un engagement accru de votre part dans les opérations du genre des Nations Unies ?

JAC : C'est bien là notre première participation avec envoi de personnes, mais bien sûr nous participons depuis longtemps au financement d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies. D'une manière typiquement suisse, nous avons commencé par rejeter l'entrée de la Suisse aux Nations Unies, tout en devenant maintenant plus actifs dans les domaines où nous pouvons venir en aide à la Communauté internationale. Nous entraînons des observateurs militaires. Cinq de ceux-là commenceront leurs activités au Moyen-Orient en avril. Nous avons aussi envoyé des observateurs aux élections de Namibie. Nos contingents de spécialistes augmentent. Nous avons aussi mis sur pied une division politique III chargée de suivre ces questions, par le biais d'un service spécial. Je pense que nous pourrions devenir opérationnels dans un référendum au Sahara occidental. L'envoi de militaires, d'unités médicales et d'autre personnel est envisageable. Ainsi nous avons été approchés dans l'affaire du Cambodge. Notre participation est possible, mais la tâche semble très difficile. Par ailleurs, nous avons engagé des discussions avec les Nations Unies en vue de verser une contribution annuelle qui s'élèverait au tiers de ce que serait notre contribution en tant que membre.

B : Une de mes tâches consiste à m'assurer que l'OLP ne puisse accéder aux organisations internationales. La Commission des Droits de l'Homme à Genève voulait passer une résolution décrétant que l'OLP avait accédé aux Conventions de Genève. Nous nous y sommes opposés. Nous avons appris qu'un nouvel essai serait fait avec la Convention de Barcelone sur l'environnement. En savez-vous plus que nous ?

JAC : Nous ne savons rien à ce sujet. Nous avons informé toutes les parties de la lettre de l'OLP concernant les Conventions de Genève. Peu d'Etats se sont prononcés sur la question de savoir s'il y avait eu ou non accession. Nous avons décidé de ne même pas en faire état.

B : Je ne peux vous dire assez à quel point vous nous avez aidés en ce domaine.

Je me rendrai à Genève en mai à l'Assemblée mondiale de la Santé. L'OLP a également approché cet organisme. Mais cela n'a donné lieu, jusqu'à maintenant, à aucune discus-

- 2 -

sion. Nous ne savons si c'est là un bon ou un mauvais présage.

Nous voudrions par ailleurs que l'AG des Nations Unies révoque sa résolution assimilant le sionisme au racisme. Certains pays d'Europe occidentale nous demandent pourquoi nous soulevons ce lièvre. Nous célébrerons bientôt le 15e anniversaire de la résolution et les 45 ans des Nations Unies. Nous aurons d'immenses manifestations à New York. Nous voulons pouvoir prendre le pouls des votes sur cette résolution au vu des changements intervenus en Europe de l'Est. Les dirigeants de Tchécoslovaquie, de Hongrie et même du Brésil, par ailleurs, ont déclaré être défavorables à cette résolution. Nous pensons que le résultat d'un vote serait beaucoup plus serré qu'en 1975. Les Israéliens, que nous avons consultés, veulent être sûrs de pouvoir vaincre. Nous sommes, nous, prêts à faire campagne en prenant des risques.

L'organisation météorologique mondiale a quelques difficultés de locaux à Genève. Elle est en train de négocier l'extension de ses locaux, mais ces négociations traînent en longueur et lui coûtent très cher. La Tchécoslovaquie a offert un site gratuit à Bratislava. Nous ne sommes pas en faveur d'une fragmentation supplémentaire du système des Nations Unies. J'ai conseillé à l'OMM de ne pas partir de Genève. Mais nous ne pouvons qu'espérer que ce problème des locaux puisse être résolu bientôt.

JAC : Je ne manquerai pas de m'intéresser à cette question à mon retour.

Quelle est par ailleurs votre position sur l'UNESCO ?

B : Nous présenterons un rapport à ce sujet au Congrès le 17 avril. Nous ne voulons pas faire de déclaration publique jusque là pour ne pas embarrasser la Grande-Bretagne. Il y a 5 ans, Londres avait été injustement accusée de s'aligner sur les Etats-Unis. Nous savons qu'ils mènent actuellement une étude indépendante sur leur position à l'égard de l'UNESCO. Quant à nous, nous parvenons à la conclusion que nous n'avons aucune raison de rouvrir la question. Et ceci pour diverses raisons dont l'une tient aux trois notes récemment déposées par M. Mayor. Ces notes, présentées sans consultation préalable des gouvernements membres, nous ont choqués : elles prévoient un appesantissement de la bureaucratie et de simples vagues promesses de réduction de personnel. Le Japon, mécontent, n'a pas versé de contribution depuis 6 mois. La Malaisie a présenté une critique en règle de l'organisation. L'UNESCO n'est pas sous contrôle.

J. de Dardel

DA/HC

Washington, le 29 mars 1990

Entretien avec M. Parker Borg
Deputy Assistant Secretary
for International Narcotics Matters
Department of State

Washington, le 28 mars 1990

Participants:

Etats-Unis: M. Scott Kilner, Swiss Desk Officer, State Department
M. Rayburn Hesse, Bureau for International Narcotics
Matters

Suisse: Ambassadeur Edouard Brunner
M. Emanuel Jenni, div. pol. I
M. Maurice Darier

- 2 -

Le Secrétaire d'Etat décrit les efforts entrepris par la Suisse dans la lutte contre le blanchiment de l'argent provenant du commerce illicite des stupéfiants et indique que le Parlement a adopté de nouvelles normes à ce sujet qui complèteront le Code pénal. Par ailleurs, la Suisse a pris une part active aux travaux du Groupe d'action financière établi par le Sommet de l'Arche de 1989.

(B) se félicite de l'adoption par la Suisse de ces normes. C'est un précédent bienvenu qui facilitera le travail de persuasion entrepris par les Etats-Unis à l'égard d'autres Etats. Quant au groupe d'action, il s'attend à ce qu'il continue ses travaux, la France conservant la présidence. Il est également question que d'autres Etats de l'OCDE, non encore représentés, le rejoignent. Douze des quinze ministères des finances représentés ont donné leur accord à la transmission ("release") du rapport de février 1990.

Les consultations bilatérales concernant le Kerry Amendment sont mentionnées durant l'entretien. Il reste à fixer une date, la partie suisse exprimant sa préférence pour juin 1990.

(B) erläutert noch die Absicht der USA, weltweit eine schärfere Kontrolle der Exporte chemischer Substanzen nach Südamerika herbeizuführen, welche zur Drogenherstellung benötigt werden.

Procès-verbal des entretiens entre le Secrétaire d'Etat
Klaus Jacobi et James F. Dobbins,
principal Deputy Assistant Secretary
for European and Canadian Affairs
Washington, le 27 mars 1990

- SE Jacobi : Nous entretenons de très bons contacts avec votre ambassade à Berne, et nous constatons l'absence de problèmes bilatéraux. La question allemande nous intéresse. Les entretiens 2 + 4 s'ouvriront à la Pologne. D'autres pays ont-ils manifesté un intérêt à y participer ?
- M. Dobbins : Aucune autre demande semblable à la polonaise n'a été faite. La Pologne a été invitée aux discussions sur sa frontière. Elle n'en devient pas pour autant membre du groupe. La Belgique a un petit problème frontalier, concernant des changements intervenus plusieurs fois depuis la première guerre mondiale. Les Belges voudraient s'assurer que cette question ne sera plus rouverte.
- JAC : La Pologne n'a-t-elle demandé à pouvoir discuter que des ses frontières, ou bien veut-elle aussi aborder d'autres questions plus globales ?
- D : Les Polonais voudraient en effet discuter d'autres sujets. Ils ont été invités à faire une déclaration dans laquelle ils pourront aborder ce qu'ils voudront. Il leur sera répondu, et ils quitteront ensuite les discussions.
- JAC : Il a été question à un certain moment d'inviter tous les voisins de l'Allemagne. Pour notre part, nous n'avons jamais demandé à participer à de telles discussions.
- D : Les négociations 2 + 4 ont une fonction limitée. Il s'agit, pour ceux qui ont des droits formels sur l'Allemagne, de se départir de ces droits pour que l'Allemagne recouvre sa pleine souveraineté. Il ne peut être question d'aborder à cette occasion des problèmes concernant d'autres Etats. Les Soviétiques, sans doute, voudront aborder la dénucléarisation de l'Allemagne, des limites imposées à la Bundeswehr, et d'autres problèmes encore... Nous leur répondrons qu'il existe pour cela d'autres forums de discussions, alors que les négociations 2 + 4 ne devraient pas perpétuer des limitations discriminatoires sur la souveraineté allemande.
- En ce qui concerne un système de sécurité paneuropéen plus large, notre réponse est qu'il ne peut se fonder que sur une permanence de l'OTAN. Seule cette organisation peut garantir la stabilité de l'Europe, car elle favorise un système de défense multilatéral, plutôt qu'une série de solutions nationales. Il s'agit pour l'Allemagne d'y être pleinement intégrée, à la fois

dans les structures de commandement et les structures militaires, et ceci pour l'ensemble de son territoire, même si des troupes de l'OTAN ne seront pas stationnées en Allemagne de l'Est.

JAC : Qu'en est-il des liens entre l'OTAN et la Communauté Européenne ?

D : Ces relations n'ont pas à être compétitives. Si la Communauté Européenne veut s'acheminer vers un contenu de sécurité plus important, nous soutiendrons cette tendance. Mais la perspective que ceci se réalise bientôt est mince. Au contraire, les changements de l'Allemagne ralentiront encore le processus. L'OTAN demeure le lien majeur entre l'Allemagne, l'Europe et les Etats-Unis. L'Alliance Atlantique, par la stabilité qu'elle a apporté au continent, a permis la construction de l'Europe occidentale et de la Communauté Européenne. Si elle venait à disparaître, elle serait remplacée par des jeux et des déplacements de pouvoir régionaux, et quelques alliances restreintes qui compliqueraient la physionomie du continent.

JAC : Accepteriez-vous que l'Allemagne participe à l'Otan selon le modèle français ?

D : Ce serait là la pire des situations pour la France et l'Union Soviétique. Pour cette dernière en particulier, cette solution signifierait le maintien de l'OTAN, et le développement d'un système de défense allemande propre. Ce serait à la fois Charybde et Scylla. Pour nous, ce n'est pas là une solution de rechange : nous nous y opposerions.

JAC : Comment voyez-vous le futur du Pacte de Varsovie ?

D : Il pourrait bien être dissout. Mais ce n'est pas là chose certaine. Il se transformera probablement en un arrangement plus lâche, sans présence de troupes soviétiques. Certains Etats y resteront, d'autres en sortiront totalement. Mais nous ne les encourageons pas à quitter le Pacte, et ne demandons pas non plus le retrait des troupes soviétiques. La Pologne, par exemple, voudra probablement maintenir un certain arrangement de sécurité avec l'Union Soviétique. Mais quoi qu'il en soit, la puissance de l'Union Soviétique seule est suffisante pour qu'elle doive être contre-balançée par l'OTAN. Et les pays Est- Européens pourront choisir un modèle de sécurité semblable au Suédois, Finnois, Autrichien ou Suisse. Il s'agira de voir comment la CSCE peut constituer un forum multilatéral s'occupant de leur problème de sécurité. Mais elle n'est guère encore qu'une faible "Société des Nations", et ne représente pas une alternative à l'OTAN. Il serait déstabilisant d'accepter d'autres pays Est-Européens dans l'OTAN. L'alternative qu'ils ont est donc de coopérer avec l'Union Soviétique ou de devenir neutres. Nous sommes en faveur d'une coopération entre eux.

- JAC : Il est pour nous très important que quelque soit la structure de sécurité, les Etats-Unis et le Canada demeurent en Europe. Nous ne sommes dès lors pas en faveur des idées qui voudraient donner un mandat spécifique de sécurité au Conseil de l'Europe, dont vous n'êtes pas. Nous entrevoyons des possibilités, pour le Conseil de l'Europe, dans le domaine de la culture et des droits de l'homme, mais pas de la sécurité. La vérification des accords de désarmement pourrait être développée au sein des 35. Mais nous ne sommes pas en faveur d'une CSCE lourde. M. Genscher a proposé dix mandats pour la CSCE. Ce projet nous paraît beaucoup trop ambitieux. Nous voudrions en revanche développer le système de règlement pacifique des différends, dont nous sommes depuis longtemps les promoteurs.
- D : En effet, c'est là un sujet d'un intérêt réel.
- JAC : L'exemple lituanien prouve à quel point il est nécessaire d'avoir un SRPD. Nous maintenons par ailleurs notre désir de participer à "Open Skies". Les ambassadeurs des pays neutres à Washington effectueront à ce sujet une démarche vendredi prochain. Nous songeons aussi à une réunion des 35 Ministres des Affaires étrangères à la fin de la réunion de Budapest, dans la perspective du sommet de la fin de l'année.
- D : Notre ministre des affaires étrangères ne se prêtera pas à une telle réunion. En ce qui concerne le sommet à 35, nous nous refusons à discuter dès maintenant de sa date. Le traité CFE est une condition sine qua non. Lorsqu'il sera terminé, nous serons alors prêts à tenir une conférence préparatoire au sommet. Mais il y a encore, dans les CFE, des différences d'opinions substantielles. Nous souhaiterions les résoudre d'ici à juin. Nous aurions alors un traité cet automne. Et même si certains mentionnent septembre pour le sommet, novembre paraît beaucoup plus probable. La question de la réunification allemande et les discussions 2 + 4 auront également une influence à ce sujet. Nous ne voudrions pas aller aux 35 sans avoir résolu les problèmes allemands. Les 35 devraient plutôt entériner les solutions trouvées à 2 + 4.
- JAC : Ce serait très positif si les CFE 1 pouvaient se terminer cette année. En novembre à Vienne, les 35 ne pourraient pas se joindre à l'accord, mais pourraient commencer à se préparer aux CFE 2. Quoi qu'il en soit, nous préférons une absence de traité plutôt qu'un mauvais traité. M. Genscher voudrait entamer les négociations CFE 2 immédiatement après les CFE 1. Nos premières idées à ce sujet sont que le mandat des CFE 2 devrait être discuté entre le sommet de la fin de l'année et la réunion Helsinki 2. Ce mandat pourrait bénéficier de la contribution des N + N. Car si l'accord se fait aux CFE 1 sur l'abandon des forces offensives, les N + N pourraient alors se joindre aux CFE 2.

- D : L'idée des CFE 2 n'est pas encore claire. Une première possibilité serait que ces négociations se basent sur l'hypothèse d'un retrait soviétique de l'Europe de l'Est. Les CFE 2 auraient donc à traiter de limitations supplémentaires des forces nationales. La deuxième possibilité est que les CFE 2 soient utilisées pour aplanir des problèmes spécifiques que les CFE 1 n'auraient pas pu résoudre. Nous partons actuellement du maintien de 195'000 troupes américaines et soviétiques dans la zone centrale. La proposition de Genscher se base sur l'idée, correcte, que des négociations multilatérales offriront le moyen d'assurer un retrait complet des troupes soviétiques. Si les CFE 1 se terminent et que la question de la présence des troupes soviétiques n'est pas résolue, les CFE 2 se dérouleront à 23. Si la question est résolue, en revanche, il sera possible d'envisager des négociations dans un plus large cercle. Il serait alors raisonnable de bénéficier d'une à deux années pour discuter du mandat.
- JAC : Les 195'000 ne concernent au fond que les deux alliances. Nous n'avons pas de vues à ce sujet. S'ils sont retirés cependant, il ne vous restera plus que 30'000 hommes en Europe.
- D : Nous n'accepterons pas de retirer nos 195'000 hommes. Notre réponse à toute question allant dans ce sens est un simple non.
- Quelle est l'attitude en Suisse au sujet de la réunification allemande ?
- JAC : Nous l'envisageons favorablement, car nous soutenons fermement le principe de l'autodétermination. Mais nous sommes en revanche préoccupés par son impact économique. L'Allemagne fédérale est assez forte pour qu'elle puisse avaler une économie faible. Mais quel prix aura-t-elle à payer ? Une très forte inflation ? Je pense que le processus prendra du temps. Cependant, la rapidité de l'évolution allemande a jusqu'ici donné tort à mes prévisions...
- D : Votre position à l'égard de la Communauté Européenne a-t-elle évolué ?
- JAC : Notre position officielle n'a pas changé. Au Parlement cependant, certains députés de différents partis s'engagent en faveur d'une adhésion. Notre situation n'est pas facile depuis que M. Delors a imposé des négociations de bloc à bloc. Nous avons donc deux négociations à mener de front, entre partenaires de l'AELE d'une part, puis avec la CE. Cela s'est bien déroulé jusqu'à maintenant, mais des divergences existent entre membres de l'AELE. Union douanière ? Zone de libre-échange ? Nous estimons que nous ne pouvons pas abandonner notre "Treaty Making Power" et nous pensons que notre option plus souple prévaudra. La Commission Européenne n'a jusqu'à présent pas de mandat précis pour négocier avec nous. Elle ne l'aura qu'après la réunion des Ministres des Affaires étrangères des 12, en juin. Nous aurons à

assurer par négociations les 4 libertés de mouvement des biens, des services, du capital et des personnes. En ce qui concerne la main d'oeuvre, nous aurons à demander un waiver. 25 % de notre main d'oeuvre est étrangère, et 20 % environ provient de la Communauté. Nous voulons ainsi fixer un plafond quantitatif, que nous n'aurions pas à dépasser tant qu'un pays de la Communauté n'a pas atteint lui-même une certaine limite quantitative de main d'oeuvre étrangère provenant de la CEE.

L'Europe de l'Est n'est pas encore suffisamment mûre pour la Communauté. La Yougoslavie se trouve en fâcheuse posture. L'AELE a décidé de lui attribuer un fond de 100 millions de dollars pour son développement industriel. La Bulgarie, la Pologne et la Hongrie s'intéressent également à l'AELE. Mais nous avons à ce stade suffisamment de problèmes entre six pour ne pas pouvoir nous élargir à l'Europe de l'Est tout en négociant l'Espace Economique Européen. Car l'AELE n'est pas une simple antichambre pour la Communauté.

J J de Dardel

9

GT/HC

Washington, le 28 mars 1990

Entretiens de Monsieur le
Secrétaire d'Etat
Klaus Jacobi
avec
Herman J. Cohen (C)
Assistant Secretary of State for
African Affairs

Washington, le 28 mars 1990

Participants:

Etats-Unis: M. Scott Kilner, Swiss Desk Officer, State Department

Suisse: Ambassadeur Edouard Brunner
M. Emanuel Jenni, div. pol. I
M. Michel Gottret

Le tour d'horizon effectué lors de ces entretiens a porté sur l'Afrique australe et la Corne de l'Afrique

1. Situation en Namibie

De façon générale, (C) indique que le pays accède à l'indépendance sur de bonnes bases: la SWAPO a adopté une attitude modérée, notamment en ce qui concerne son approche envers le secteur économique privé; la constitution nationale incorpore les principes nécessaires; aucun exode blanc n'est à enregistrer; l'Afrique du Sud apparaît disposée à coopérer en matière douanière et monétaire, ainsi même qu'à négocier la cession de Walwis Bay.

Toutefois, dans l'espace de 12 à 18 mois, des problèmes pourraient bien surgir si le gouvernement n'arrive pas à satisfaire les attentes de la population noire. Avec l'aide de syndicats bien organisés, cette dernière escompte des programmes en matière d'éducation et de logement et espère des places de travail au sein de la nouvelle administration. Tout cela nécessite des fonds. L'Allemagne fédérale et les pays scandinaves, notamment, ont annoncé des contributions. Les Etats-Unis, pour leur part, libéreront 10 millions de dollars dans le cadre de la présente année fiscale; ils envisagent la possibilité d'une augmentation pour la prochaine période.

2. La situation au Mozambique

Lors de son périple, Baker n'a rencontré sur le plan mozambicain que le Président Chissano. A cette occasion, ce dernier s'est déclaré prêt à effectuer un pas majeur pour lui, à savoir négocier sans pré-conditions avec la Renamo. Comme de son côté, celle-ci affiche une disponibilité similaire, les

- 3 -

discussions pourraient bien démarrer au cours du mois d'avril, probablement au Malawi. Dans ces conditions, des intermédiaires directs, comme Mugabe au Moi, n'apparaissent pas nécessaires.

Les Etats-Unis ont vivement recommandé à Chissano de s'engager sur une telle voie, et cela pour deux raisons: premièrement, les requêtes de la Renamo (reconnaissance de son existence; tenue d'élections) ne sont pas déraisonnables; deuxièmement, l'assistance extérieure en faveur du Mozambique n'est pas inépuisable.

Pour (C), Chissano ne peut attendre de la communauté internationale qui le soutient qu'elle règle comme par enchantement, et à sa place, le problème de la Renamo. Il doit donc s'asseoir sans plus tarder à la table de négociation et ne plus tergiverser avec des considérations d'ordre constitutionnel ou autre, qui retardent toute solution au problème.

3. Situation en Angola

Après que Baker a rencontré le Président Dos Santos, Savimbi et Shevarnadze, l'administration américaine est parvenue à la conclusion que, là également, les choses bougeaient positivement, quoique beaucoup moins rapidement qu'au Mozambique.

Les points positifs sont les suivants: alors qu'auparavant Luanda n'envisageait que des contacts indirects avec l'Unita, elle est disposée maintenant à avoir des discussions directes; de plus, elle n'exige plus, ni le départ en exil de Samibi, ni l'intégration des organes de l'Unita au sein des organisations du MPLA. (C) ne sait en revanche pas ce que Dos Santos désire vraiment, si ce n'est qu'il parle d'élections.

Le point négatif est que, fort de son avantage militaire ac-

- 4 -

tuel, le gouvernement angolais ne désire pas de cessez-le-feu. Selon ses vues, il devrait donc y avoir discussions sans nécessairement y avoir arrêt des combats. Bien que Savimbi, lui, préfère qu'il y ait un cessez-le-feu, il est également prêt à discuter sans l'avoir obtenu.

Sur cette base, (C) ne se montre pas trop inquiet de ce point négatif. Plusieurs éléments doivent selon lui inciter Luanda à négocier sérieusement: la situation économique catastrophique du pays, le départ irréversible des Cubains, qui devrait s'achever dans 14 mois (le retard de 15 jours sur le calendrier prévu n'est pas jugé grave), la forte diminution des livraisons d'armements soviétiques, l'attitude de coopération dont aurait fait preuve Shevarnadze à l'égard de Baker.

Tout cela, combiné aux arrangements pris par Mobutu, pourrait déboucher d'ici quelque 6 semaines sur un premier round de discussions.

4. Situation en Afrique du Sud

Dans le contexte sud-africain, Baker a successivement rencontré Buthelezi (juste avant son départ de Washington), Mandela, M'beki, Sisulu, ainsi que d'autres jeunes leaders noirs, notamment des syndicalistes, et enfin le Président de Klerk, au Cap.

De ces différents entretiens, (C) dégage plusieurs lignes.

Premièrement, tant de Klerk que l'ANC croient maintenant réellement en la nécessité de trouver des compromis.

Deuxièmement, des solutions seront trouvées relativement rapidement en ce qui concerne les questions relevant de la pré-

- 5 -

négociation, à savoir, la levée de l'état d'urgence, la définition des prisonniers politiques et leur libération, le retour des exilés, etc... En échange de la levée de l'état d'urgence, l'ANC renoncera à l'emploi de la violence; de la sorte ceux qui prônent l'affrontement coûte que coûte seront définitivement en minorité (le PAC, le mouvement "Black Consciousness", p. ex.).,

Troisièmement, bien que les Noirs soient devenus beaucoup plus réalistes dans leurs demandes et n'exigent par exemple plus l'abandon du pouvoir par les Blancs avant que les négociations ne s'engagent, il est bien clair que les discussions sur l'abolition de l'apartheid prendront elles beaucoup plus de temps. Tout d'abord, il faut que l'ANC puisse se réorganiser à l'intérieur du pays; puis, il apparaît que d'une manière ou d'une autre, des élections devront être tenues pour déterminer qui représentera l'opposition dans les discussions avec l'administration de Klerk. (C) escompte que ce processus s'étalera sur toute l'année présente, de sorte que ce n'est guère avant janvier 91 que les Noirs devraient être prêts pour la vraie négociation. Le gouvernement blanc, lui, est déjà prêt et ne devra donc pas être accusé d'être la cause de retards éventuels dans ce processus. Selon (C), de Klerk se donne environ un horizon de trois ans pour réussir, ce qui lui permettrait de se présenter aux prochaines élections, dans cinq ans, libéré de lourdes hypothèques.

Quatrièmement, sur le plan de la substance, il est intéressant de noter que Prétoria a abandonné son langage de "group rights" pour se tourner vers une terminologie beaucoup plus classique de "checks and balances" qui laisse entrevoir un mécanisme de pondération des voix majoritaires par un système pluricaméral au sein duquel une chambre peut assurer une représentation surproportionnelle de minorités et où certaines décisions peuvent être prises à des majorités qualifiées devant dépasser la majorité simple.

- 6 -

Quant à l'ANC, elle continue d'insister pour que la correction des déséquilibres économiques engendrés par l'apartheid se fasse par le biais de nationalisations. Selon (C), un grand travail d'éducation reste à faire en ce domaine, pour faire comprendre aux Noirs que la redistribution des richesses, nécessaire, doit se faire non pas par des nationalisations, mais par l'expansion économique, ainsi que les politiques fiscales et budgétaires dont, d'après de Klerk, les Noirs pourraient à l'avenir avoir le contrôle.

Enfin (C) indique qu'une visite du Président sud-africain aux Etats-Unis est prévue. Sa date n'est cependant pas encore fixée; en tout état de cause, elle n'aura lieu qu'après la tournée européenne que de Klerk entreprendra ce printemps. A cet égard, (C) indique encore que Baker a convaincu Mandela qu'il serait faux de vouloir isoler la présente administration blanche sudafricaine. Pour progresser sur la voie des réformes, de Klerk a besoin de signes tangibles lui permettant de se dédouaner vis à vis des Blancs conservateurs.

5. La situation dans la Corne de l'Afrique

En contraste des lueurs d'espoir qui caractérisent un peu la situation en Afrique australe, l'avenir de la Corne s'annonce plutôt sombre. Réduite dans son importance purement stratégique, cette région préoccupe les Etats-Unis pour des considérations humanitaires avant tout.

En Ethiopie, la situation se dégrade sous l'action conjuguée de la recrudescence de la guerre et de la sécheresse. Les combats rendent l'acheminement de l'aide alimentaire des plus difficiles, bien que le gouvernement fasse preuve d'une certaine coopération. Les discussions entre Adis Abeba et les rebelles sont très lentes. L'ancien Président Carter reprendra certes incessamment sa tâche dans ce domaine, et l'Union So-

- 7 -

viétique de son côté fait pression sur Mengistu en indiquant que les livraisons d'armements stopperont à partir de l'an prochain; néanmoins, Washington ne croit pas Moscou lorsque celle-ci affirme que le leader éthiopien est décidé maintenant à négocier de bonne foi.

Au Soudan, la situation sur le plan alimentaire est sans doute un peu meilleure, mais l'impasse politique apparaît totale. La partition du pays semble être la seule solution possible. Comme l'on ne peut avouer une telle constatation, il faudrait peut-être travailler sur l'hypothèse d'une fédération aux liens extrêmement lâches. Toutefois, l'antagonisme régional entre le Nord et le Sud du pays prend un tour de plus en plus racial (Arabes contre Noirs), la Libye soutenant Khartoum et les pays africains noirs venant à la rescousse de Ganang.

Quant à la Somalie, le cas est pire encore. Les luttes de clans et de familles rendent toute discussion impossible et conduisent à la désintégration progressive du pays.

102.11 - OG/SE
331.0

Washington D.C., 26. März 1990

10

**Gespräch von Staatssekretär Klaus Jacobi mit Assistant Secretary
for Inter-American Affairs im Staatsdepartement, Bernard Aronson**

Sowohl Staatssekretär Jacobi (J) als auch Bernard Aronson (A) haben an den Einsetzungsfeierlichkeiten der neuen Regierungen in Chile und Brasilien teilgenommen. Beide zeigten sich beeindruckt von den neuen Ideen, mit welchen die neuen Leader der beiden Länder den demokratischen Pluralismus und die liberale Marktwirtschaft vorantreiben wollen. Beide schliessen von diesen beiden Beispielen auf einen Prozess, der ganz Lateinamerika erfasst hat, was sowohl den USA wie auch der Schweiz die Pflege der Beziehungen zu diesem Kontinent erleichtern sollte.

Bezüglich Chile gibt J dennoch seiner Besorgnis Ausdruck, dass die Kompetenz der chilenischen Armee, direkt Waffenkäufe im Ausland tätigen zu können, ihrem Oberbefehlshaber Pinochet eine wichtige Karte in die Hand gibt. Voraussetzung für die Lieferung von schweizerischem Kriegsmaterial nach Chile muss deshalb die Bestätigung des Endverbrauchers durch die chilenische Regierung sein.

A geht mit der Schweizer Haltung in dieser Angelegenheit und auch mit der von J geäußerten Ansicht einig, wonach sich am wirtschaftspolitischen Kurs Chile nichts wesentlich ändern wird.

Fazit: Beide Seiten sehen der chilenischen Zukunft mit Optimismus entgegen.

Optimismus herrscht auch bei der Beurteilung der Aussichten der neuen brasilianischen Regierung. Begrüsst wird die Förderung der Privatwirtschaft und vor allem die Bereitschaft, das alte System sofort durch die neue, marktwirtschaftlichen Prinzipien nachlebende Wirtschaftsordnung zu

ersetzen. Diese Haltung werde das Aktivwerden des IMF erleichtern sowie, als Folge davon, den Abschluss neuer Vereinbarungen zur Konsolidierung der öffentlichen und privaten Staatsschulden.

Argentinien

Präsident Menem soll sich seiner Möglichkeiten voll bewusst sein und sich selbst als Zeitlimite für erste Erfolge seiner Austeritätspolitik den kommenden April gesetzt haben. A bestätigt, dass Argentinien Fortschritte mache, aber nicht genügend, sieht aber deshalb noch keinen Anlass, den Teufel "Armee" wieder an die argentinische Wand malen zu müssen. Positiv zu vermerken sei, wie im Falle Brasiliens die Bereitschaft der neuen Regierung, das erfolglose Wirtschaftssystem via Radikalkur besseren Zeiten entgegenzuführen.

Kuba

A vergleicht Fidel Castro mit einem Dinosaurier, der auf einer schmelzenden Eisscholle stehe. Mehr und mehr werde der "maximo lider" politisch und vor allem wirtschaftlich isoliert. Sowohl Ost-Europa (inkl. die UdSSR) wie auch Panama und Nicaragua sind als Hilfsquellen resp. Partner verschwunden. Wie lange sich Castro noch halten könne sei ungewiss. Ost-Europa und Nicaragua hätten gezeigt, so A, dass Änderungen eintreten können, die niemand für möglich gehalten hätte.

Woran es Kuba fehle, sei die organisierte Opposition. Zwar herrsche im Volk viel Unzufriedenheit ob der desolaten Versorgungssituation, diese Unzufriedenheit schlage aber kaum in eine ernstzunehmende Kritik an Fidel Castro um. Noch immer herrscht in den Beziehungen der USA zu Kuba der Status quo. Solange Castro seine Unterstützung der Guerillas in El Salvador und Kolumbien und der extremen Linken in Chile weiterführe, könne von einem Entgegenkommen der USA auf die Normalisierungswünsche Kubas keine Rede sein.

Panama / Nicaragua

Auf Bitten von A erläutert J die Möglichkeiten der schweizerischen Wirtschaftshilfe an Panama und Nicaragua. Das zu hohe Pro-Kopf-Einkommen Panamas verunmögliche, so J, die Gewährung offizieller Entwicklungshilfe. Hingegen seien Schweizer Beiträge über den speziellen Schweizer Kleinprojektkredit der Inter-Amerikanischen Entwicklungsbank und über NGOs wie "Fundes" und Swiss-Contact durchaus denkbar.

Uebereinstimmung herrscht auch in der Beurteilung der wirtschaftlichen Situation in Nicaragua. Eine Verstärkung der Hilfe dränge sich auf.

Laut A werden die USA Nicaragua dieses Jahr \$300 Mio., 1991 \$250 Mio. an Wirtschaftshilfe gewähren. Panama wird als Soforthilfe \$500 Mio. erhalten. A weist mit Nachdruck auf die Wichtigkeit der eupropäischen Mitarbeit beim Wiederaufbau Nicaraguas und Panamas hin. Nur die Gesundung der beiden arg gebeutelten Volkswirtschaften könne die Stabilisierung der noch labilen demokratischen Regierungen garantieren. Mehr noch: nur über die Hilfe an Nicaragua und Panama könne der so lange angestrebte Frieden in Zentralamerika endlich realisiert werden.

Zur Situation in Nicaragua erklärt A, dass die in Honduras stationierten Contras per 21. April endgültig aus dem Land geschafft werden sollen. Ferner sei es Frau Chamorros erklärte Absicht, den Bestand der nicaraguanischen Streitkräfte auf die Hälfte zu reduzieren. Es könne auch davon ausgegangen werden, dass die UdSSR ihre Militärhilfe an Managua einstellen werde. Die Regierung Chamorro sei zwar das Ergebnis einer sehr heterogenen Bewegung, habe aber all jene Lügen gestraft, die der UNO keine Siegchancen vorausgesagt hätten. Vieles werde von der Bereitschaft der Sandinisten abhängen, das auf demokratischem Weg zustandgekommene Verdikt zu akzeptieren.

Die Gruppe der Acht

Diese Gruppierung werde sich laut A zu einer "Rio Gruppe" entwickeln, in welcher ausser Panama und den zentralamerikanischen Staaten alle Lateinamerikaner inklusive Mexiko vertreten sein werden.

Entretien du Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi (J) avec
M. John Kelly (K), Assistant Secretary for Near Eastern
and South Asian Affairs, le 28 mars 1990

Les deux interlocuteurs font un bref tour d'horizon de l'état des divers foyers de tension au Moyen-Orient en commençant par l'Afghanistan. Si la Suisse, explique (J), est souvent approchée par des groupes s'intéressant à ce pays afin d'apporter son concours actif à la recherche d'une solution à la question afghane, le Secrétaire général de l'ONU lui a demandé de ne pas trop s'engager afin de ne pas gêner le plan que l'ONU est en train de mettre en place, un plan qui semble assez proche de la position des Soviétiques. (K), plutôt que de plan de l'ONU, parle d'idées, somme toute assez constructives, qui sont actuellement discutées avec les intéressés. Les Américains et les Soviétiques échangent régulièrement, eux aussi, leurs vues sur le sujet sans arriver à se mettre d'accord même si, depuis une année, le ton de leurs entretiens est moins hostile et plus constructif. Le rôle du Président Najibullah pendant la période de transition prévue et par la suite reste le problème principal qui les oppose, les Soviétiques continuant à insister pour qu'il conserve un contrôle effectif du pays. La récente tentative de coup d'Etat a sans doute affaibli le Président afghan et, à ce propos, le Roi Zahir Shah s'est, très récemment et pour la première fois, exprimé contre lui en soulignant qu'il ne saurait y avoir de gouvernement communiste dans un Afghanistan pacifié. Washington ne se fait aucune illusion sur une victoire militaire à court terme d'une résistance très divisée et affaiblie par des luttes internes et prône une solution politique, une approche qu'elle espère que Moscou partage, étant donné que le statu quo ne profite à aucune des parties en cause. L'Afghanistan sera d'ailleurs l'un des principaux sujets à l'ordre du jour lors de la prochaine rencontre entre MM. Baker et Shevarnadzé au début avril.

L'Iran demeure un sujet de préoccupation majeur pour le Département d'Etat qui apprécie beaucoup les services rendus par l'Ambassade de Suisse à Téhéran. Celle-ci constitue un canal de communication privilégié. (J) informe son interlocuteur de l'intention des Iraniens de remplacer leur représentant à l'Ambassade d'Algérie à Washington et de demander l'agrément pour son successeur. Berne les a priés de faire passer cette requête par la voie habituelle, c'est-à-dire par les Algériens. A ce propos, (K) souligne que Washington n'a pour sa part aucune intention, pour des raisons évidentes de sécurité, d'envoyer à Téhéran un fonctionnaire chargé des questions consulaires. (J) mentionne encore le cas des deux prisonniers américains dont la Suisse n'a jamais pu obtenir une copie du jugement. On parle à Washington de la libération prochaine de l'un d'eux annoncée par certaines rumeurs pour le 5 avril.

Si les Etats-Unis, tout comme d'ailleurs l'Union Soviétique, n'ont aucun intérêt direct au Sahara occidental - ils y soutiennent le plan de M. Pérèz de Cuellar -, il en va tout autrement du conflit israélo-arabe au sujet duquel ils restent fermement décidés à faire démarrer le plan de paix Baker. Pour le moment, et jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement israélien, celui-ci est provisoirement mis en veilleuse.

Il semble, selon des informations dignes de foi, que les responsables palestiniens soient de leur côté, prêts à faire preuve de patience, ce qui en soi constitue une attitude responsable et bienvenue. S'arrêtant sur l'immigration des Juifs soviétiques en Israël, (K) souligne l'opposition très claire de Washington à leur installation dans les territoires occupés ou Jérusalem Est, cela d'autant plus qu'il y a beaucoup de place pour eux en Galilée et dans le Negev, des régions israéliennes sous-peuplées. La garantie financière demandée à ce sujet par l'Etat hébreu ne sera accordée que si ces règles sont appliquées.

Le drame des otages suisses et américains au Liban et l'excellente coopération américano-suisse dans le domaine de la lutte contre la propagation des armes chimiques et biologiques - (J) soulevant les problèmes avec l'Irak et (K) remerciant Berne d'avoir signalé les activités illégales d'une société américaine - sont encore évoqués par les deux interlocuteurs.

DA/HC

Washington, le 29 mars 1990

Entretien entre le
Secrétaire d'Etat Jacobi et
M. Richard H. Solomon
Assistant Secretary for
East Asian and Pacific Affairs
Department of State

Washington, le 28 mars 1990

Participants:

Etats-Unis: M. Scott Kilner, Swiss Desk Officer, State Department

Suisse: Ambassadeur Edouard Brunner

M. Emanuel Jenni, div. pol. I

M. Maurice Darier

- 2 -

Interrogé sur la situation en République populaire de Chine, (S), qui fait partie des hauts fonctionnaires non autorisés à se rendre dans ce pays à la suite de la politique américaine de distanciation, fait état de son pessimisme prudent à l'égard des prochains développements au sein de ce "régime isolé". Il estime qu'il faudra de trois à cinq ans pour que des relations normales soient réinstaurées entre les Etats-Unis et la Chine. Prenant la défense de la mission Scowcroft à Beijing en 1989, il est d'avis qu'il était approprié d'expliquer directement aux responsables chinois l'impact négatif des événements de la place Tien-An-Men. En ce qui concerne les prêts accordés à la Chine par les banques intergouvernementales de développement il rappelle que seuls les prêts ayant pour objet de financer les besoins élémentaires de la population, auront l'aval de l'administration américaine.

Les Chinois ne sont pas prêts à régler le cas de l'astrophysicien Fang Lizhi, réfugié à l'Ambassade des Etats-Unis à Beijing. Une solution consisterait à ce que Fang Lizhi soit autorisé à se rendre dans un Etat tiers. (S) remercie la Suisse pour sa disponibilité à ce propos, tout en indiquant que vingt Etats ont à ce jour fait savoir qu'ils étaient disposés à accueillir l'homme de science.

Quant aux velléités des Nord-Coréens d'établir des canaux de communication avec l'administration américaine, (S) dit que ce n'est pas la possibilité de la communication qui fait défaut (Nord-Coréens et Américains peuvent se rencontrer à Beijing et à New-York) mais plutôt la substance à communiquer. On a affaire à un régime divisé et instable, qui donne des signaux contradictoires, comme, par exemple, l'interruption du rapatriement des restes de soldats américains tend à le montrer. (S) n'exclut pas un soulèvement violent à Pjongjang à moyen terme.

Dans le cadre d'un échange de vues sur Taiwan, (S) fait remarquer que la candidature de cette entité au GATT ne bénéficie pas d'un grand soutien de la part des PARTIES CONTRACTANTES.

- 3 -

JAC indique que la Suisse a été contactée à propos du fonds à constituer, sur l'initiative de l'Australie, pour financer des études de faisabilité relatives à un engagement éventuel des Nations-Unies au Cambodge. Selon (S), les Nations-Unies disposent déjà de suffisamment de moyens pour financer de telles études.

Décrivant ensuite les efforts entrepris pour régler la question du Cambodge, (S) exprime l'opinion qu'une solution de compromis entre les positions extrêmes de Hun Sen et de Sihanouk serait de reprendre l'administration existante et d'installer quelques centaines de fonctionnaires internationaux aux postes-clé.

Marquant une certaine résignation, (S) dit que les progrès dépendront avant tout de l'attitude de la Chine et du Vietnam. Or, ce dernier n'est pas vraiment intéressé au règlement de la question cambodgienne.

La négociation sur les bases aux Philippines, qui débutera dans deux mois, est exposée aux aléas propres à la démocratie heureusement installée dans ce pays: presse "vivante", voire "irresponsable", Congrès "exagérateur", instabilité qui fait craindre un nouveau coup pendant la négociation.

Entretien du Secrétaire d'Etat Klaus Jacobi
avec le Sénateur Richard G. Lugar
Washington, le 27 mars 1990

Sen. Lugar : Un membre de notre staff s'est rendu en Lituanie de samedi à lundi derniers. La situation y est tendue, et les Soviétiques accentuent leurs activités. La vie semble cependant suivre son cours normal pour le lituanien moyen. Nous gardons l'espoir que les Soviétiques n'aillent pas trop loin. Nous prévoyons de discuter de tant de choses avec la partie soviétique, qu'il serait regrettable que les événements de Lituanie remettent tout en cause... Le sénateur Warner, par exemple, a déjà déclaré que si les activités soviétiques devaient dépasser certaines limites, s'en serait fait du dividende de la paix, et la question du budget de défense américain changerait radicalement de tournure. Les décisions que doit prendre M. Gorbatchev s'apparentent au problème de Tien An Men. Les dirigeants chinois ont décidé à l'époque de quitter le monde. Une réaction semblable de Gorbatchev inciterait l'Amérique à réagir de manière très semblable à sa réponse aux événements chinois. Or, le dialogue américano-soviétique n'a jamais été aussi dense : les Soviétiques veulent parvenir à un traité START. Il en va de même pour un traité sur les armes chimiques ainsi que sur l'arrêt des essais nucléaires. Ce dernier pourrait même être ratifié en 1990. Les négociations CFE sont d'autre part très importantes.

Le Président Bush a décidé d'une ligne modérée et calme. Mais il est soumis à une pression considérable de la part de sympathisants lituaniens, et de différentes ailes du Congrès. Le Sénat vient d'accepter par 59 à 36 une motion visant à la reconnaissance formelle de l'indépendance de la Lituanie. Nous ne savons pas par ailleurs comment réagiront les différentes factions de l'armée soviétique.

SE Jacobi : L'armement soviétique est encore intact, mais le moral des troupes est douteux. La politique de sécurité est d'ailleurs généralement remise en question, en Suisse aussi. L'image des dividendes de la paix exerce son influence sur les achats d'armement, en particulier celui des 34 F18.

L : En Allemagne aussi, M. Stoltenberg en appelle à des réductions nettes de l'armée. Devançant les négociations CFE, les Hongrois et les Tchécoslovaques ont demandé aux Soviétiques de retirer leurs troupes. Et ce qui est surprenant, c'est qu'ils les retirent. Bien que cela pose d'ailleurs des problèmes logistiques considérables, puisque tous les baraquements disponibles sont occupés par les forces retirées d'Afghanistan. Les troupes soviétiques devraient cependant rester en Allemagne de l'Est encore longtemps, en tant que monnaie d'échange.

JAC : Les Tchécoslovaques ont même proposé de fournir à l'Union Soviétique des maisons préfabriquées pour abriter leurs troupes retirées de leur pays. La Tchécoslovaquie semble par ailleurs avoir le potentiel économique le plus sûr. La Suisse vient de décider définitivement d'un crédit de 250 millions de francs sur trois ans pour la Pologne et la Hongrie. Nous comptons étendre cette somme pour des actions d'aide à d'autres pays de l'Est, le moment venu. Les Tchèques seront vraisemblablement les premiers des viennent ensuite. Nous ne voulons pas non plus négliger la RDA, pour lui éviter d'être uniquement exposée aux influences de l'Allemagne fédérale.

L : Lors d'un récent voyage à Leipzig, j'ai pu me convaincre que les Est-allemands sont très désireux de développer leurs échanges avec les Etats-Unis également.

BRE : Les Japonais sont d'ailleurs déjà bien présents sur place.

JAC : Comme ils le sont chez nous où ils viennent de racheter la chaîne Suissôtel.

Il est question d'institutionnaliser la CSCE afin qu'elle chapeaute les alliances par un système paneuropéen de sécurité. Dans ce contexte, la Suisse pense apporter une contribution importante en promouvant le système de règlement pacifique des différends. Nous ne demandons pas à participer aux négociations CFE 1 et CFE 2, si les alliances veulent les continuer entre elles. En revanche, nous voudrions participer à la conférence "Open Skies". Nous effectuerons à ce sujet une démarche avec les autres Neutres à Washington en fin de semaine. Nous savons que les Etats-Unis ont quelques difficultés à accepter la présence des Neutres. Mais nous insistons pour participer à ce qui est une "confidence building measure". Et nous ne voudrions pas que s'instituent des différences entre mesures de confiance. Si nous venons à participer à cette conférence, il se peut qu'elle se tourne également vers la préparation du prochain sommet à 35. Celui-ci sera lié à la conclusion des négociations CFE 1, et se penchera sur le lancement des CFE 2. Un rapport pourrait alors être présenté sur l'état des lieux, en préparation de Helsinki 2.

Les Soviétiques se sont montrés très intéressés par notre système fédéraliste. Ils voudraient apprendre à connaître notre manière de régler les difficultés des minorités. Or transmettre notre expérience est tout aussi important que de donner de l'argent. Ils s'intéressent encore à notre système d'éducation, ainsi bien sûr qu'à notre système économique.

L : Gorbatchev a commencé par estimer, face aux problèmes économiques polonais, que de tels modèles seraient trop durs à avaler pour l'Union Soviétique. Mais depuis quelques semaines, les Soviétiques se sont remis à l'étude, et envisagent des moyens de transformer leur économie. Les ambassadeurs de Tchécoslovaquie et de

Hongrie m'ont également annoncé récemment que leur gouvernement étudie de près le programme économique polonais.

JAC : Les Polonais sont véritablement courageux, et méritent pleinement notre soutien. Leur mouvement de réforme a d'ailleurs commencé il y a déjà longtemps.

De manière semblable, le plan de relance économique brésilien présenté par le Président Collor de Melo est fantastique. Nous espérons vraiment qu'il puisse le mener à bout. Le retour général de la démocratie en Amérique du Sud est d'ailleurs très positif.

L : Même au Paraguay, en effet, où les autorités ont été mises en place par un coup, le Président s'est entouré de technocrates capables, modernistes, qui ont lancé une évolution des choses positives.

JAC : Le Paraguay a présenté sa candidature au groupe des 8, où il entrera sûrement.

L : La situation la plus sauvage s'apesantit sur le Pérou. C'est un des quatre seuls pays où nos diplomates reçoivent une "danger pay" (avec Beyrouth, El Salvador et Bogota) l'optimisme qui a cours dans la campagne politique péruvienne actuelle est, au vu de cela, déconcertant.

JAC : L'Amérique latine a réalisé à quel point elle demeurerait isolée si elle ne se mettait pas à évoluer, dès lors que l'Europe de l'Est attire toute l'attention. L'Argentine, en revanche, demeure à la traîne avec des problèmes économiques et d'inflation quasi insurmontables.

L : L'armée ne voulait en effet plus gouverner le pays. Et Menem, parti avec de bonnes intentions, n'a pas avancé suffisamment vite pour débloquer la situation économique.

JAC : C'est en effet là une leçon que le Président brésilien Collor a bien apprise.

JJ de Dardel